

QUI NOUS SOMMES

La Quadrature du Net est une association déclarée en préfecture. Son fonctionnement quotidien s'articule autour d'un conseil d'orientation stratégique, d'une équipe salariée et d'une communauté de bénévoles.

LES BÉNÉVOLES

L'action de La Quadrature du Net serait impossible sans les nombreux bénévoles qui agissent à ses côtés au quotidien : au sein du conseil d'orientation, de l'équipe de la revue de presse, en relayant et diffusant les informations publiées sur le site, en participant aux campagnes de mobilisation, en contribuant aux outils... Les bénévoles rendent possibles l'action et l'existence de La Quadrature du Net.

LE COLLÈGE D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

Le « Collège d'orientation stratégique » a pour mission de définir les axes de travail de La Quadrature du Net et de prendre les décisions nécessaires à son fonctionnement. Il est composé des co-fondateurs de l'association et de personnalités reconnues pour leur expertise dans leurs domaines de compétence :

Philippe Aigrain, Benjamin Bayart, Laurent Chemla, Lionel Maurel, Yoann Spicher, Benjamin Sonntag, Félix Tréguer, Laurence Vandewalle, Jérémie Zimmermann

L'ÉQUIPE SALARIÉE

Campagne et communication :

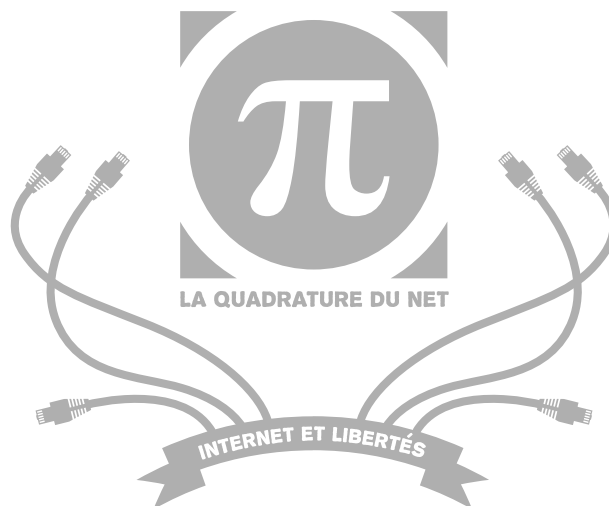
Adrienne Charmet, Christopher Talib
et Baptiste Dagneaux

Analyse juridique et politique :

Agnès de Cornulier et Lori Roussey

Outils : Okhin

Logistique et administration : Mathieu Labonde



La Quadrature du Net est une association de défense des droits et des libertés des citoyens dans l'espace numérique. Notre travail consiste au suivi des projets législatifs, d'analyse de ceux-ci, de création de campagnes citoyennes pour faire valoir les droits des citoyens dans ces projets, à la création d'outils qui facilitent le contact et l'implication des citoyens au sein du processus législatif.

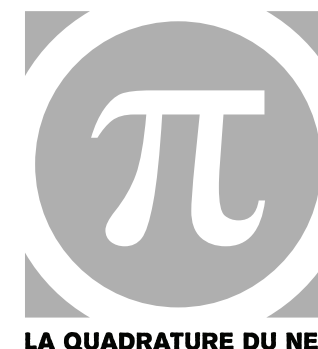
CHAT : <https://lqdn.fr/chat>

MAIL : contact@laquadrature.net

TWITTER : [@laquadrature](https://twitter.com/laquadrature)

LISTES DE DISCUSSION :

https://wiki.laquadrature.net/Listes_de_discussion



INTERNET ET LIBERTÉS

<https://laquadrature.net>

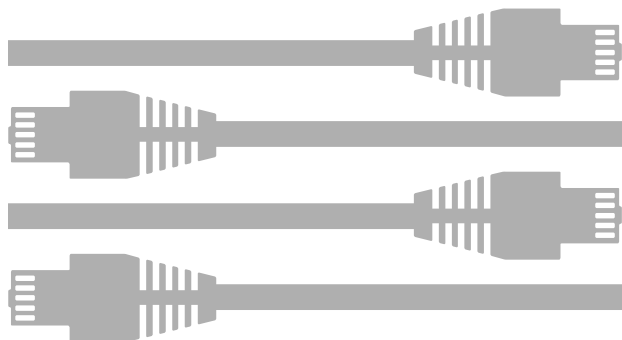
INFRASTRUCTURE ET RÉSEAUX

Internet et ses bénéfices socio-économiques sont fondés sur des principes techniques simples qu'il importe de protéger.

Le plus important d'entre eux est sans doute le caractère décentralisé du réseau, qui maximise la liberté de communication, et donc la libre expression et l'innovation en ligne.

De manière générale, il s'agit de mettre chaque personne en capacité de créer, d'échanger avec ses pairs, d'accéder à une plus grande diversité de biens informationnels.

- Gouvernance de l'Internet
- Neutralité du Net
- Loyauté des plateformes



DROITS FONDAMENTAUX DANS L'ESPACE NUMÉRIQUE

La liberté de communication et d'expression est première dans l'ordre démocratique. Elle permet l'échange des idées, des opinions et des informations qui façonnent notre vision du monde, elle est le fondement des sociétés libres.

Internet offre à chacun l'occasion d'émettre et de recevoir n'importe quel type d'information, il constitue une rupture technique et politique. Mais pour que le champ des possibles reste ouvert, la liberté de communication et les autres droits fondamentaux doivent être rigoureusement protégés sur Internet.

La garantie de ces droits passe par l'application rigoureuse des principes de l'État de droit à l'espace public en ligne.

- Censure et liberté d'expression
- Surveillance
- Protection des lanceurs d'alerte
- Données personnelles et traces
- Droit à l'oubli et déréférencement



PARTAGE DE LA CULTURE ET RECONNAISSANCE DES COMMUNS

Internet et les technologies numériques permettent à chacun de partager librement l'information numérique. La réappropriation et modification des œuvres devient en outre une pratique d'expression pour toute une génération.

Aussi, les droits intellectuels sur l'information, quelle qu'elle soit, doivent s'adapter à cette nouvelle donne afin d'encourager l'accès à la culture et à la connaissance. Cela suppose de mettre un terme à la guerre contre le partage d'œuvres culturelles, et d'adopter des politiques permettant la réappropriation de la culture et de la connaissance par le public.

Afin que chacun d'entre nous puisse bénéficier des possibilités offertes par l'ère numérique, il est nécessaire de réformer le droit d'auteur et le copyright.

- Biens communs du numérique
- Reconnaissance du partage non-marchand entre individus
- Contribution créative
- Domaine public et libération du patrimoine numérique.

